

**JUSTICE DE PAIX DE PUTEAUX**

**(1905 -1958)**

**Répertoire méthodique détaillé**

PROCES VERBAL d' INSTALLATION

---:---:---:---:---



Audience civile et publique du vendredi vingt et un novembre mil neuf cent cinquante huit tenue au prétoire de la justice de paix à la mairie de Puteaux. par Monsieur Henry BOUTRON Juge de Paix du Canton de Puteaux assisté de Maître Andrée Boulesteix commis greffier assermenté.

Il a été donné lecture par le greffier de l'arrêté de Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre Secrétaire d'Etat à la Justice en date du trente mai mil neuf cent cinquante huit portant nomination de Monsieur Albert NAUD en qualité de suppléant de Monsieur le Juge de Paix du Canton de Puteaux en remplacement de Monsieur Binder qui a été nommé suppléant de Monsieur le Juge de Paix du cinquième arrondissement de Paris et 2° du proces verbal constatant qu'il a prêté serment devant Monsieur le Président du Tribunal civil de la Seine

Ensuite, Monsieur Boutron, Juge de Paix l'a installé dans ses fonctions de juge de paix suppléant.

Ainsi fait en audience publique, les jour, mois et an susdits

*Aront*

*Al. Naud*

(4U/PUT\_452)

Nanterre, le 8 septembre 2017

## Histoire administrative des justices de paix

La loi des 16 et 24 août 1790 crée les justices de paix, dont le ressort est le canton. A l'origine, le juge de paix et ses deux assesseurs étaient élus pour deux ans (trois ans à partir de la Constitution de l'An VIII). En l'An X, l'élection de deux candidats par canton est tempérée par le fait que l'Empereur choisit l'un des élus qui reste en place 10 ans.

A partir de la Charte de 1814, le juge de paix, juge unique, est nommé par le gouvernement et devient révocable.

La compétence du juge de paix est limitée aux actions de modique intérêt. "Officier de police judiciaire, juge des petites causes, il est conciliateur, protecteur des familles, tout en exerçant un grand nombre de fonctions administratives".

### Constitution des fonds

La veille de Noël 1974, les Archives départementales des Hauts-de-Seine reçoivent du tribunal d'instance de Courbevoie leur premier versement d'archives judiciaires. Il s'agit des archives de l'ancienne justice de paix, pour la période 1812-1950. Les années suivantes, de 1977 à 1982, les tribunaux d'instance de Colombes, Vanves, Levallois-Perret, Puteaux, Boulogne-Billancourt, Antony et Neuilly-sur-Seine font de même pour les archives qui étaient restées en leur possession.

A ces versements s'ajoutent, à partir de septembre 1980, les opérations de dévolution des Archives départementales des Yvelines, pour la justice de paix de Sèvres pour les années 1803-1927.

En juin 1981, les Archives de Paris transfèrent à Nanterre 34 cartons concernant les papiers des anciennes justices de paix révolutionnaires de Clichy, Colombes et Nanterre pour la période 1790-1801, ainsi que 817 liasses de la justice de paix de Sceaux depuis l'année 1824 jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, au gré des versements effectués par les tribunaux d'instance ces dernières années, pour leurs propres archives, des reliquats, retrouvés à cette occasion, viennent petit à petit compléter les lacunes constatées dans les fonds des justices de paix. Cependant il convient de noter que la justice de paix d'Asnières et celle de Clichy sont très fortement lacunaires.

### Organisation des justices de paix du département de la Seine

**Période 1790-1801** : les communes de l'ancienne Seine et qui forment aujourd'hui le département des Hauts-de-Seine étaient réparties de la façon suivante :

\* **Canton de Bourg-la-Reine, puis de Sceaux à partir de 1795** : Antony, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Le Plessis-Robinson, Sceaux.

\* **Canton de Châtillon-sous-Bagneux** : Bagneux, Châtillon-sous-bagneux, Fontenay-aux-Roses, Montrouge.

- \* **Canton de Clichy** : Clichy, Neuilly.
- \* **Canton de Colombes** : Asnières, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers.
- \* **Canton d'Issy-les-Moulineaux** : Clamart, Issy-les-Moulineaux, Vanves.
- \* **Canton de Nanterre** : Nanterre, Puteaux, Suresnes.
- \* **Canton de Passy** : Boulogne.

**Période 1801-1893** : la loi du 8 Pluviôse an IX (28 janvier 1801) ayant ordonné la réduction des justices de paix, le nombre des justices de paix du département de la Seine fut fixé par l'arrêté du 25 Fructidor an IX (12 septembre 1801) :

\* **Canton de Nanterre, puis de Courbevoie à partir de 1829** : Asnières, Colombes, Courbevoie, Gennevilliers, Nanterre, Puteaux, Suresnes.

\* **Canton de Neuilly** : Boulogne, Clichy, Neuilly et Levallois-Perret (à partir de 1867).

\* **Canton de Sceaux** : Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Châtillon-sous-Bagneux, Clamart, Fontenay-aux-Roses, Issy-les-Moulineaux, Malakoff (à partir de 1883), Le Plessis-Robinson, Montrouge, Sceaux, Vanves.

**Période 1893-1905** : la loi du 13 avril 1893 augmenta le nombre des circonscriptions cantonales des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis :

\* **Canton d'Asnières** : Asnières, Gennevilliers, Villeneuve-la-Garenne (à partir de 1929).

\* **Canton de Boulogne** : Boulogne.

\* **Canton de Clichy** : Clichy.

\* **Canton de Courbevoie** : Courbevoie, Colombes, Bois-Colombes (à partir de 1896).

\* **Canton de Levallois-Perret** : Levallois-Perret.

\* **Canton de Neuilly** : Neuilly.

\* **Canton de Puteaux** : Nanterre, Puteaux, Suresnes.

\* **Canton de Sceaux** : Antony, Bagneux, Bourg-la-Reine, Châtenay-Malabry, Clamart (jusqu'en 1897), Fontenay-aux-Roses, Montrouge, Le Plessis-Robinson, Sceaux.

\* **Canton de Vanves** : Châtillon, Clamart (à partir de 1897), Issy-les-Moulineaux, Malakoff, Vanves.

Mais il faut attendre la loi du 12 juillet 1905 pour qu'une justice de Paix soit installée dans chacun des cantons créés en 1893. La loi du 14 avril 1908 créa le canton de Colombes : Bois-Colombes, Colombes, La Garenne-Colombes (à partir de 1910).

### **Organisation des justices de paix du département de la Seine-et-Oise**

De 1790 à 1964, la composition des Justices de Paix de l'ancienne Seine-et-Oise n'a pas changé pour les communes qui forment aujourd'hui les Hauts-de-Seine :

\* **Canton de Marly-le-Roi** : Rueil-Malmaison.

\* **Canton de Sèvres** : Chaville, Garches, Marnes-la-Coquette, Meudon, Sèvres, Saint-Cloud, Vaucresson, Ville d'Avray.

Les justices de paix disparaissent en 1958 et sont remplacées par les tribunaux d'Instance à compter de 1959. Ainsi, à Asnières, c'est à compter de l'audience du 5 mars 1959 qu'on peut lire : "Audience publique du Tribunal d'Instance d'Asnières ... par Monsieur X, juge de paix faisant fonction de juge du tribunal d'Instance" (1288W 1).

# SOMMAIRE

JUSTICE DE PAIX	Pages
<b>ADMINISTRATION GENERALE</b>	
<u>Personnel</u>	
. Procès-verbaux d'installation des juges de paix	1
. Nominations des greffiers	1
<u>Organisation du greffe</u>	
. Répertoires comptables et registres de frais	1-2
<u>Activité de la juridiction</u>	
. Répertoires des actes civils et de police	2
<b>ACTES EXTRA JUDICIAIRES</b>	
<u>Vie économique</u>	
. Dépôt d'actes de sociétés	2-4
<u>Etat des personnes</u>	
. Nationalité : déclarations en vue de l'obtention de la nationalité française, registres et certificats	4-5
. Certificats de nationalité française	5
<u>Réquisitions militaires : indemnités</u>	5
<b>ACTES JUDICIAIRES CIVILS</b>	
<u>Juridiction gracieuse</u>	
. Actes administratifs externes et actes judiciaires civils :	6-9
Actes judiciaires : procès-verbaux et délibérations de conseils de tutelles et de familles, consentements à adoption, actes d'émancipation, autorisations diverses données aux mineurs émancipés. Aussi : actes de procédure liés au déroulement d'une instance judiciaire (enquêtes, rapports d'expertise).	
Actes d'administration externe : serments professionnels, actes de notoriété.	
. Scellés	9-10
. Conciliations	10-11

. Ventes publiques d'objets mobiliers	11-13
---------------------------------------	-------

#### Juridiction contentieuse

. Procédure :	
- Dossiers et rapports d'expertises civiles	13
- Affaires de loyers	13
- Elections professionnelles	13
. Plumitifs d'audiences civiles	13
. Jugements civils	13-17
. Loyers	17
. Baux ruraux	17

#### **TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE**

Actes d'administration	17
Dossiers de procédure	17
Jugements des infractions et des contraventions	17-19

## JUSTICE DE PAIX DE PUTEAUX

Cet inventaire couvre la période 1905-1958\*, laquelle correspond dans ses deux extrémités à la date de création du canton de Puteaux et à la fin de l'existence des justices de paix, lesquelles sont remplacées en janvier 1959 par les tribunaux d'instance.

Par la richesse de sa typologie documentaire, ce fonds reflète la palette des compétences du juge de paix. Celui-ci jouant, d'une part, un rôle important de conciliateur dans les petits litiges de la vie quotidienne, d'autre part, celui d'un officier de police judiciaire jugeant en matière pénale toutes les contraventions passibles de faibles peines d'amende ou d'emprisonnement. En matière de juridiction gracieuse, il organise les conseils de famille, fournit des actes de notoriété, des certificats de nationalité et procède à des ventes mobilières. Il accomplit des actes conservatoires, notamment par l'apposition de scellés sur les biens d'une personne décédée, et effectue des enquêtes à la suite d'accidents du travail.

En matière de juridiction contentieuse, c'est-à-dire lorsque la conciliation a échoué, le juge de paix rend des jugements civils dans des affaires qui concernent le plus souvent logeurs et locataires ou, à partir de 1924, des infractions touchant au non paiement d'une pension alimentaire.

En tant que chef de la justice de paix, le juge de paix produit des actes judiciaires civils mais aussi des actes d'administration internes concernant le fonctionnement matériel du tribunal, son personnel et son organisation. En outre, il partage la charge, avec son greffier, d'enregistrer des actes externes ou extra judiciaires comme les serments professionnels, le dépôt des sociétés, les contrats d'apprentissage.

\* Quelques registres couvrent une période s'étendant jusqu'à 1960.

Histoire administrative : Le canton de Puteaux est issu de la loi du 13 avril 1893 qui a augmenté le nombre des circonscriptions cantonales des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis. Il englobe les communes de Puteaux, Nanterre, et Suresnes. Mais ce n'est qu'à partir de la loi du 12 juillet 1905 qu'une Justice de paix a pu être installée dans chacun des cantons créés en 1893. Les documents relatifs à la Justice de paix des communes de Puteaux, Nanterre et Suresnes pour la période antérieure, de 1829 à 1905, sont contenus dans la Justice de paix du canton de Courbevoie ; pour la période initiale, de 1790 à 1829, c'est le contenu de la Justice de paix de Nanterre que l'on doit consulter.

### Justice de paix.

#### Administration générale.

1914 - 1960

#### Personnel.

Procès-verbaux d'installation des juges de paix.

**4U/PUT\_452**

1956 - 1958

#### Greffiers.

**4U/PUT\_412**

Nomination et traitement.

Ampliation d'un décret de nomination, états de traitement, pièces de cotisations sociales.

1950 - 1956

#### Organisation du greffe.

Répertoires comptables timbrés dits Livres de commerce.

**4U/PUT\_419**

[1940] - 1960

**Registres de frais et émoluments du Greffe.**

Selon l'article 2 de l'ordonnance du 17 juillet 1825 : "Les Greffiers de justice de paix tiendront un registre sur lequel ils inscriront, par ordre de date et sans aucun blanc, toutes les sommes qu'ils recevront pour les actes de leurs ministères. Les déboursés et les émoluments seront inscrits dans des colonnes séparées".

<b>4U/PUT_428</b>	09/01/1930 - 05/12/1931
<b>4U/PUT_429</b>	05/12/1931 - 24/03/1934
<b>4U/PUT_430</b>	24/03/1934 - 06/05/1935
<b>4U/PUT_431</b>	21/06/1936 - 07/10/1937
<b>4U/PUT_432</b>	10/10/1937 - 27/11/1938
<b>4U/PUT_433</b>	29/11/1938 - 30/12/1939

**Activité de la juridiction.**

Répertoires des actes civils et de police indiquant numéro d'ordre, date, nature des actes, nom et domicile des parties, date et droits d'enregistrement.

	1914 - 1957
<b>4U/PUT_420</b>	24/07/1914 - 14/11/1918
<b>4U/PUT_421</b>	
Répertoire récapitulatif des actes, tenu parallèlement à celui coté 4U/PUT_420.	1917
<b>4U/PUT_422</b>	16/05/1919 - 07/01/1921
<b>4U/PUT_423</b>	08/01/1921 - 25/01/1923
<b>4U/PUT_424</b>	08/01/1926 - 14/11/1927
<b>4U/PUT_379</b>	14/11/1927 - 09/01/1931
<b>4U/PUT_380</b>	10/01/1931 - 17/05/1933
<b>4U/PUT_425</b>	17/05/1933 - 09/07/1937
<b>4U/PUT_426</b>	10/01/1952 - 09/10/1952
<b>4U/PUT_427</b>	11/10/1952 - 24/12/1957

**Actes extra judiciaires.**

**Vie économique.**

Dépôt d'actes de sociétés.

**4U/PUT\_192**

1906 - 1936



Statuts de l'imprimerie Oller (Puteaux).

02/1906 - 03/1906

**4U/PUT\_193**

Formation d'une société en nom collectif A. Laurent et A. Barbaux de fabrication de pièces automobiles (Puteaux).

22/06/1907

**4U/PUT\_195**

Formation de la société Ossant frères d'exploitation de radiateurs (Puteaux).

30/01/1909

**4U/PUT\_203**

Laroche frères, modification des statuts de la société en nom collectif.

25/06/1917

**4U/PUT\_205**

Approbation des statuts de la société Kapferer et Cie (fabrication d'accessoires automobiles, Puteaux).

07/05/1919

**4U/PUT\_207**

Augmentation de capital et autres modifications des sociétés suivantes :

- . Union commerciale des entrepôts et comptoirs généraux d'alimentation et d'approvisionnements du Centre.
- . L'Egalitaire.
- . Madoz et Cie, usine de fabrication d'appareils de mécanique de précision.
- . Montsouris, société française de caoutchouc.

12/02/1921 - 16/02/1921

**4U/PUT\_209**

Prorogation de la société d'exploitation et de commerce de marchands et affineurs de métaux Millet et Rome (fondée le 29 août 1913 à Suresnes).

30/08/1923

**4U/PUT\_211**

Formations de sociétés et autres déclarations.

Février : La Télémécanique électrique (Suresnes). Société Richard frères (formation d'un commerce de café, Suresnes). Cave de la roseraie (vins et alcools, Suresnes).

Mai : Caisse de crédit mutuel du Plateau et des Fontenelles (statuts, Nanterre). Société Alais Frères (cession de droits, Puteaux). Société générale de constructions industrielles (transfert de siège social, Puteaux). Société Muffer et Compagnie (Suresnes). Etablissements Huchlmann (transfert de siège social). Société Pique et Bessat (Nanterre). Laboratoire Langlois et Compagnie (Nanterre). L'Équipement électrique (Puteaux). L'Ours polaire (fabrication de glaces et sorbets, Suresnes). Société Martres et Gobert (spécialités mécaniques, Suresnes).

Juin : Société S.A.M. (remplacement de l'administrateur, Nanterre). Société Guy et Filliatre (formation d'un commerce de vins, Puteaux). Laboratoires Darrasse (transformation de dénomination, Nanterre). Société Laroche et Deschamps (dissolution, Nanterre). Société La Roue Kapp (augmentation de capital, Puteaux). Force et Lumière électrique (augmentation de capital, Paris). Société Lumière et Traction (transfert de siège social, Puteaux).

01/02/1926 - 28/06/1926

**4U/PUT\_442**

Février : Atelier de découpage et d'emboutissage de Puteaux (formation d'une SARL).

Mars : Société cinématographique des Bergères (modification des statuts).

Avril : Société française franco-scandinave (transfert de siège social, Suresnes), société dite Etablissements Félix Potin (dépôt d'une délibération du Conseil d'administration), Société d'exploitation des brevets Godillot (formation d'une SARL, Suresnes), Société des anciens établissements Porte et [...] (procès-verbal d'une assemblée générale).

Mai : Société Garage des sports (formation d'une SARL, Suresnes).

Juillet : Société des tuyaux Chalnery (modification des statuts, Puteaux), Société Publicité Novens (liquidation, Puteaux).

22/02/1936 - 23/07/1936

**Enregistrement des dépôts, cessions de droits, dissolutions et autres déclarations de sociétés.**  
Cahiers reliés.

**4U/PUT\_214**

16/01/1928 - 28/02/1929

**4U/PUT\_215**

01/03/1929 - 28/12/1929

**4U/PUT\_216**

02/01/1930 - 05/06/1931

**4U/PUT\_218**

01/06/1932 - 30/06/1933

**4U/PUT\_219**

Contient aussi un acte détaché du 2 janvier 1934 (société Mabor, machines de dégraissage, examen de l'inventaire général).

03/07/1933 - 14/05/1934

**4U/PUT\_220**

15/05/1934 - 13/05/1935

**4U/PUT\_221**

Contient aussi un acte détaché du 6 juin 1935 (formation de la société Debaille frères, commerce de combustibles à Nanterre).

16/05/1935 - 15/02/1936

**4U/PUT\_222**

18/02/1936 - 28/08/1936

**Conventions collectives.**

**4U/PUT\_441**

Convention collective de travail des ouvriers métallurgistes de la région parisienne. du 12 juin 1936, modifiée et complétée en date du 2 mai 1938.

02/05/1938

**Etat des personnes.**

**Nationalité.**

1949 - 1958

**Déclarations en vue de l'obtention de la nationalité française.**

Correspondance de recherches avec le Ministère de la Santé publique et de la Population.

Contient aussi des justificatifs des déclarants (pièces d'état-civil).

**4U/PUT\_453**

1947 - 1953

**Registres de délivrance des certificats de nationalité.**

Portant mention du numéro d'enregistrement, de la date de délivrance, du nom et prénom(s) du demandeur, de son adresse, date et lieu de naissance, de l'article du Code de la nationalité française appliqué et des pièces produites (livret de famille, décret de naturalisation, bulletin ou acte de naissance ou de mariage,...).

	1949 - 1956
<b>4U/PUT_383</b>	
	1949
<b>4U/PUT_400</b>	
	1950
<b>4U/PUT_384</b>	
	1951
<b>4U/PUT_385</b>	
	1952
<b>4U/PUT_386</b>	
	17/03/1953 - 07/01/1954
<b>4U/PUT_387</b>	
	08/01/1954 - 31/12/1954
<b>4U/PUT_388</b>	
	1955
<b>4U/PUT_389</b>	
	1956
<b>Certificats de nationalité française.</b>	
Certificats numérotés en correspondance avec les registres pré cités.	
Des lacunes.	
Contient aussi des réponses de la Sous-direction des Naturalisations du Ministère de la Santé publique et de la Population aux demandes de recherches sur l'existence d'une déclaration de nationalité concernant le requérant.	
	1949 - 1958
<b>4U/PUT_390</b>	
Contient : une déclaration de nationalité du 10 décembre 1934 (GAL.../AND...) et un seul certificat daté du 23 juin 1949 (JUL.../STR...).	
	10/12/1934 - 23/06/1949
<b>4U/PUT_391</b>	
	1950
<b>4U/PUT_392</b>	
Un seul certificat (EUZ***).	
	1951
<b>4U/PUT_393</b>	
	1952
<b>4U/PUT_394</b>	
	1953
<b>4U/PUT_395</b>	
	1954
<b>4U/PUT_396</b>	
	1955
<b>4U/PUT_397</b>	
	1956
<b>4U/PUT_398</b>	
	1957
<b>4U/PUT_399</b>	
	1958
<b>Réquisitions militaires.</b>	
Dossiers de réclamation en matière d'indemnités versées.	
<b>4U/PUT_402</b>	
	1939 - 1941
<b>Actes judiciaires civils.</b>	
<b>Juridiction gracieuse.</b>	
Actes administratifs externes et actes judiciaires civils.	

Les cotes suivantes regroupent essentiellement des procès-verbaux et délibérations de conseils de tutelles et de familles, consentements à adoption, actes d'émancipation, autorisations diverses données aux mineurs émancipés. Egalement, d'autres actes judiciaires civils qui sont principalement ici des actes de procédure liés au déroulement de l'instance judiciaire : enquêtes, rapports d'expertise.

On trouve aussi différents actes d'administration externe : serments professionnels prêtés par certains fonctionnaires, actes d'enregistrement liés à l'état des personnes comme les actes de notoriété dressés par le juge de paix.

	1905 - 1958
4U/PUT_1	
	12/1905 - 12/1906
4U/PUT_2	
	1907
4U/PUT_3	
	1908
4U/PUT_4	
	1909
4U/PUT_5	
	1910
4U/PUT_6	
	1911
4U/PUT_7	
	1912
4U/PUT_8	
	1913
4U/PUT_9	
	1914
4U/PUT_10	
	1915
4U/PUT_11	
	1916
4U/PUT_12	
	1917
4U/PUT_13	
	1918
4U/PUT_14	
	1919
4U/PUT_15	
	1920
4U/PUT_16	
	1921
4U/PUT_17	
	01/1922 - 06/1922
4U/PUT_18	
	07/1922 - 12/1922
4U/PUT_19	
	01/1923 - 06/1923
4U/PUT_20	
	07/1923 - 12/1923
4U/PUT_21	
	01/1924 - 06/1924
4U/PUT_22	

---

	07/1924 - 12/1924
4U/PUT_23	
	01/1925 - 06/1925
4U/PUT_24	
	07/1925 - 12/1925
4U/PUT_25	
	01/1926 - 06/1926
4U/PUT_26	
	07/1926 - 12/1926
4U/PUT_27	
	01/1927 - 06/1927
4U/PUT_28	
	07/1927 - 12/1927
4U/PUT_29	
	01/1928 - 06/1928
4U/PUT_30	
	07/1928 - 12/1928
4U/PUT_31	
	01/1929 - 06/1929
4U/PUT_32	
	07/1929 - 12/1929
4U/PUT_33	
	01/1930 - 06/1930
4U/PUT_34	
	07/1930 - 09/1930
4U/PUT_35	
	10/1930 - 12/1930
4U/PUT_36	
	01/1931 - 06/1931
4U/PUT_37	
	07/1931 - 12/1931
4U/PUT_38	
	01/1932 - 06/1932
4U/PUT_39	
	07/1932 - 12/1932
4U/PUT_40	
	01/1933 - 06/1933
4U/PUT_41	
	07/1933 - 12/1933
4U/PUT_42	
	01/1934 - 06/1934
4U/PUT_43	
	07/1934 - 12/1934
4U/PUT_44	
	01/1935 - 06/1935
4U/PUT_45	
	07/1935 - 12/1935
4U/PUT_46	
	01/1936 - 06/1936

4U/PUT_47	07/1936 - 12/1936
4U/PUT_48	01/1937 - 06/1937
4U/PUT_49	07/1937 - 12/1937
4U/PUT_50	01/1938 - 06/1938
4U/PUT_51	07/1938 - 12/1938
4U/PUT_52	01/1939 - 06/1939
4U/PUT_53	07/1939 - 12/1939
4U/PUT_54	01/1940 - 06/1940
4U/PUT_55	07/1940 - 12/1940
4U/PUT_56	01/1941 - 06/1941
4U/PUT_57	07/1941 - 12/1941
4U/PUT_58	01/1942 - 06/1942
4U/PUT_59	07/1942 - 12/1942
4U/PUT_60	01/1943 - 06/1943
4U/PUT_61	07/1943 - 12/1943
4U/PUT_62	01/1944 - 06/1944
4U/PUT_63	07/1944 - 12/1944
4U/PUT_64	01/1945 - 06/1945
4U/PUT_65	07/1945 - 12/1945
4U/PUT_66	01/1946 - 06/1946
4U/PUT_67	07/1946 - 12/1946
4U/PUT_68	01/1947 - 06/1947
4U/PUT_69	07/1947 - 12/1947
4U/PUT_70	01/1948 - 06/1948

<b>4U/PUT_71</b>	07/1948 - 12/1948
<b>4U/PUT_72</b>	01/1949 - 06/1949
<b>4U/PUT_73</b>	07/1949 - 12/1949
<b>4U/PUT_76</b> Contient un seul procès-verbal de conseil de famille.	01/1952
<b>4U/PUT_445</b>	1953
<b>4U/PUT_446</b>	1955
<b>4U/PUT_447</b>	1956
<b>4U/PUT_448</b>	1957
<b>4U/PUT_449</b>	1958
<b>Scellés.</b>	
Appositions de scellés d'office ou descriptions sommaires valant apposition, requêtes afin d'apposition en cas de décès ou de divorce (dans l'intérêt de la conservation des droits du requérant -mari ou femme en instance de divorce ou de séparation de corps- sur les biens mobiliers et valeurs dépendant de la communauté ou lui appartenant.	
Classement à la date d'apposition du scellé.	
Contient aussi : constats de décès, séquestres provisoires, procès-verbaux de carence et de prisée.	
	1907 - 1955
<b>4U/PUT_85</b>	04/1907
<b>4U/PUT_91</b>	07/1913
<b>4U/PUT_93</b>	05/1915
<b>4U/PUT_97</b>	1919
<b>4U/PUT_99</b>	1921
<b>4U/PUT_101</b>	1923
<b>4U/PUT_102</b>	07/1924
<b>4U/PUT_103</b>	07/1925 - 10/1925
<b>4U/PUT_104</b>	02/1926
<b>4U/PUT_109</b>	08/1931
<b>4U/PUT_110</b>	1932
<b>4U/PUT_111</b>	

---

	05/1933
4U/PUT_112	
	08/1934 - 11/1934
4U/PUT_113	
	1935
4U/PUT_114	
	1936
4U/PUT_115	
	1937
4U/PUT_116	
	1938
4U/PUT_117	
	1939
4U/PUT_118	
	1940
4U/PUT_119	
	1941
4U/PUT_120	
	1942
4U/PUT_121	
	1943
4U/PUT_122	
	1944
4U/PUT_123	
	1945
4U/PUT_124	
	1946
4U/PUT_125	
	1947
4U/PUT_126	
	1948
4U/PUT_127	
	1949
4U/PUT_128	
	1950
4U/PUT_129	
	1951
4U/PUT_443	
	1952
4U/PUT_444	
	1953
4U/PUT_451	
	1955
Conciliations.	
	1922 - 1927
4U/PUT_404	
	07/06/1922
4U/PUT_405	
	01/1923 - 03/1923



<b>4U/PUT_406</b>	04/1923 - 08/1923
<b>4U/PUT_407</b>	09/1923 - 12/1923
<b>4U/PUT_381</b>	1926 - 1927
<b>Registre d'inscription de défaut.</b>	
<b>4U/PUT_440</b>	
Mentions de défaut en matière de conciliation.	
Contient aussi des pouvoirs.	
	01/04/1919 - 22/11/1926
<b>Ventes publiques d'objets mobiliers.</b>	
Procès-verbaux.	
	1906 - 1953
<b>4U/PUT_246</b>	1906
<b>4U/PUT_247</b>	1907
<b>4U/PUT_248</b>	1908
<b>4U/PUT_249</b>	1909
<b>4U/PUT_250</b>	1910
<b>4U/PUT_251</b>	1911
<b>4U/PUT_252</b>	1912
<b>4U/PUT_253</b>	1913
<b>4U/PUT_254</b>	1914
<b>4U/PUT_255</b>	1915
<b>4U/PUT_256</b>	1916
<b>4U/PUT_257</b>	1917
<b>4U/PUT_258</b>	1918
<b>4U/PUT_259</b>	1919
<b>4U/PUT_260</b>	1920
<b>4U/PUT_261</b>	1921
<b>4U/PUT_262</b>	1922
<b>4U/PUT_263</b>	

---

	1923
4U/PUT_273	
	1933
4U/PUT_274	
	1934
4U/PUT_275	
	1935
4U/PUT_276	
	1936
4U/PUT_277	
	1937
4U/PUT_278	
	1938
4U/PUT_279	
	1939
4U/PUT_280	
	1940
4U/PUT_281	
	1941
4U/PUT_282	
	01/1942 - 06/1942
4U/PUT_283	
	07/1942 - 12/1942
4U/PUT_284	
	01/1943 - 06/1943
4U/PUT_285	
	07/1943 - 12/1943
4U/PUT_286	
	1944
4U/PUT_287	
	01/1945 - 06/1945
4U/PUT_288	
	07/1945 - 12/1945
4U/PUT_289	
	01/1946 - 06/1946
4U/PUT_290	
	07/1946 - 12/1946
4U/PUT_291	
	01/1947 - 06/1947
4U/PUT_292	
	07/1947 - 12/1947
4U/PUT_293	
	01/1948 - 06/1948
4U/PUT_294	
	07/1948 - 12/1948
4U/PUT_295	
	1949
4U/PUT_296	
	1950

<b>4U/PUT_297</b>	1951
<b>4U/PUT_450</b>	1952 - 1953
<b>Registres.</b>	
<b>4U/PUT_437</b>	25/01/1923 - 09/01/1926
<b>4U/PUT_438</b>	14/01/1941 - 08/11/1944
<b>Juridiction contentieuse.</b>	
<b>Procédure.</b>	
<b>Dossiers et rapports d'expertises civiles.</b>	
<b>4U/PUT_416</b>	1923 - 1958
Trois rapports liés à des jugements relatifs à des affaires de loyers, une expertise médicale.	
<b>4U/PUT_81</b>	1923 - 1950
<b>4U/PUT_82</b>	1953 - 1957
	1958
<b>Affaires de loyers.</b>	
Dossiers formés en application de la réglementation spéciale sur les loyers (lois du 1er avril 1926 et du 29 juin 1929) et comprenant : procès-verbaux de congés donnés aux locataires, expositions des litiges, procès-verbaux de constat, réquisitions, citations à comparaître, déclarations d'engagement d'instance par les propriétaires, pouvoirs pour paraître devant les juges, pièces justificatives d'acquiescement de loyers.	
Contient aussi : procès-verbaux de conciliation, jugements, oppositions à jugements de défaut.	
<b>4U/PUT_408</b>	1930 - 1932
<b>4U/PUT_409</b>	07/1930 - 10/1930
<b>4U/PUT_410</b>	11/1930 - 12/1930
	01/1932 - 04/1932
<b>Elections professionnelles.</b>	
<b>4U/PUT_418</b>	1948
Syndicat des métaux de Puteaux contre Automobiles Unic. Un dossier de demande d'annulation d'une élection de délégués du personnel.	
<b>Plumitifs d'audiences civiles.</b>	
<b>4U/PUT_434</b>	1952 - 1959
<b>4U/PUT_435</b>	16/12/1952 - 20/03/1956
<b>4U/PUT_436</b>	29/11/1956 - 15/04/1958
	22/04/1958 - 30/06/1959
<b>Jugements civils.</b>	
Ces jugements dits de droit commun concernent principalement le non paiement des loyers, les réparations locatives, les pensions alimentaires, les remboursements de dettes ; ils portent aussi sur les expulsions des locataires, les actions civiles pour diffamation verbale et pour injures publiques.	

---

Contient aussi des citations à comparaître devant le tribunal de paix.

	1906 - 1953
<b>4U/PUT_305</b>	01/1906 - 06/1906
<b>4U/PUT_306</b>	07/1906 - 12/1906
<b>4U/PUT_307</b>	01/1907 - 06/1907
<b>4U/PUT_308</b>	07/1907 - 12/1907
<b>4U/PUT_309</b>	01/1908 - 06/1908
<b>4U/PUT_310</b>	07/1908 - 12/1908
<b>4U/PUT_311</b>	1909
<b>4U/PUT_312</b>	1910
<b>4U/PUT_313</b>	1911
<b>4U/PUT_314</b>	1912
<b>4U/PUT_315</b>	1913
<b>4U/PUT_316</b>	1914
<b>4U/PUT_317</b>	1915
<b>4U/PUT_318</b>	1916
<b>4U/PUT_319</b>	1917
<b>4U/PUT_320</b>	1918
<b>4U/PUT_321</b>	01/1919 - 06/1919
<b>4U/PUT_322</b>	07/1919 - 12/1919
<b>4U/PUT_323</b>	01/1920 - 06/1920
<b>4U/PUT_324</b>	07/1920 - 12/1920
<b>4U/PUT_325</b>	01/1921 - 06/1921
<b>4U/PUT_326</b>	07/1921 - 12/1921
<b>4U/PUT_327</b>	01/1922 - 06/1922

4U/PUT_328	07/1922 - 12/1922
4U/PUT_329	1923
4U/PUT_330	1924
4U/PUT_331	01/1925 - 06/1925
4U/PUT_332	07/1925 - 12/1925
4U/PUT_333	01/1926 - 06/1926
4U/PUT_334	07/1926 - 12/1926
4U/PUT_335	01/1927 - 06/1927
4U/PUT_336	07/1927 - 12/1927
4U/PUT_337	01/1928 - 06/1928
4U/PUT_338	07/1928 - 12/1928
4U/PUT_339	01/1929 - 06/1929
4U/PUT_340	07/1929 - 12/1929
4U/PUT_341	01/1930 - 06/1930
4U/PUT_342	07/1930 - 12/1930
4U/PUT_343	01/1931 - 06/1931
4U/PUT_344	07/1931 - 12/1931
4U/PUT_345	01/1932 - 06/1932
4U/PUT_346	07/1932 - 12/1932
4U/PUT_347	01/1933 - 06/1933
4U/PUT_348	07/1933 - 12/1933
4U/PUT_349	01/1934 - 06/1934
4U/PUT_350	07/1934 - 12/1934
4U/PUT_351	01/1935 - 06/1935

---

4U/PUT_352	07/1935 - 12/1935
4U/PUT_353	01/1936 - 06/1936
4U/PUT_354	07/1936 - 12/1936
4U/PUT_355	01/1937 - 06/1937
4U/PUT_356	07/1937 - 12/1937
4U/PUT_357	01/1938 - 06/1938
4U/PUT_358	07/1938 - 12/1938
4U/PUT_359	01/1939 - 06/1939
4U/PUT_360	07/1939 - 12/1939
4U/PUT_361	01/1940 - 06/1940
4U/PUT_362	07/1940 - 12/1940
4U/PUT_363	01/1941 - 06/1941
4U/PUT_364	07/1941 - 12/1941
4U/PUT_365	01/1942 - 06/1942
4U/PUT_366	07/1942 - 12/1942
4U/PUT_367	01/1943 - 06/1943
4U/PUT_368	07/1943 - 12/1943
4U/PUT_369	01/1944 - 06/1944
4U/PUT_370	07/1944 - 12/1944
4U/PUT_371	1945
4U/PUT_372	01/1946 - 06/1946
4U/PUT_373	07/1946 - 12/1946
4U/PUT_374	01/1947 - 06/1947
4U/PUT_375	07/1947 - 12/1947

<b>4U/PUT_376</b>	1948
<b>4U/PUT_377</b>	01/1949 - 06/1949
<b>4U/PUT_378</b>	07/1949 - 12/1949
<b>4U/PUT_401</b> Année 1952 lacunaire.	01/1950 - 07/1953
<b>Loyers.</b>	
Jugements sur citation du locataire rendus en application du décret-loi sur les loyers du 26 septembre 1939. Contient aussi : citations en réduction de loyers et en règlement des charges, pouvoirs de représentation à l'audience.	
	1941 - 1943
<b>4U/PUT_413</b>	1941
<b>4U/PUT_414</b>	1942
<b>4U/PUT_415</b>	1943
<b>Baux ruraux.</b>	
Jugements issus de la Commission, en application de la loi du 17 août 1917.	
<b>4U/PUT_403</b>	12/1923
<b>Tribunal de simple police.</b>	
<b>Actes d'administration.</b>	
	1939 - 1959
<b>4U/PUT_382</b> Répertoire d'audience.	19/10/1939
<b>4U/PUT_439</b> Registres d'appels et d'oppositions.	20/05/1952 - 03/03/1959
<b>Procédure.</b>	
Dossiers constitués de procès-verbaux de contraventions, notes de la Préfecture de police au commissaire, citations à prévenus, rapports du gardien de la paix.	
Contient aussi : significations d'extraits provisoires de jugements, actes d'opposition à jugements par défaut.	
<b>4U/PUT_411</b>	1950 - 1951
<b>Jugements des infractions et des contraventions.</b>	
	1908 - 1951
<b>4U/PUT_140</b>	1908
<b>4U/PUT_141</b>	1909
<b>4U/PUT_142</b>	1910
<b>4U/PUT_143</b>	

---

	1911
4U/PUT_144	
	1912
4U/PUT_145	
	1913
4U/PUT_146	
	1914
4U/PUT_147	
	1915
4U/PUT_148	
	1916
4U/PUT_149	
	1917
4U/PUT_150	
	1918
4U/PUT_151	
	1919
4U/PUT_152	
	1920
4U/PUT_153	
	1921
4U/PUT_154	
	1922
4U/PUT_155	
	1923
4U/PUT_156	
	1924
4U/PUT_157	
	1925
4U/PUT_158	
	1926
4U/PUT_159	
	1927
4U/PUT_160	
	1928
4U/PUT_161	
	1929
4U/PUT_162	
	1930
4U/PUT_163	
	1931
4U/PUT_164	
	1932



<b>4U/PUT_165</b>	1933
<b>4U/PUT_166</b>	1934
<b>4U/PUT_167</b>	1935
<b>4U/PUT_168</b>	1936
<b>4U/PUT_169</b>	1937
<b>4U/PUT_170</b>	1938
<b>4U/PUT_171</b>	1939
<b>4U/PUT_172</b>	1940
<b>4U/PUT_175</b>	1943
<b>4U/PUT_177</b>	1945
<b>4U/PUT_178</b>	1946
<b>4U/PUT_180</b>	1948
<b>4U/PUT_181</b>	1949
<b>4U/PUT_417</b>	1950 - 1951

